

Fabienne POURRE
Fondation Gabriel Péri

Intervention au Forum de l'Association mondiale d'économie politique (WAPE)

20 mai 2008

Mesdames, Messieurs,

Chers amis,

Avant de commencer mon apport à notre réflexion commune, je voudrais vous transmettre le message d'amitié et de solidarité de Robert Hue, Président de la Fondation Gabriel Péri.

Nous avons, en France, pu voir les images terribles causées par le séisme. Nous avons vu aussi la mobilisation de tous, de votre Président, le formidable élan populaire de soutien de votre peuple aux victimes, l'organisation des secours pour leur venir en aide. Vous nous avez impressionné. Nous sommes modestement avec vous en amitié et solidarité face à la catastrophe du tremblement de terre qui a endeuillée votre nation, votre peuple, votre territoire.

Immense pays que le vôtre, confronté dans sa marche vers le progrès humain aux défis d'un développement durable, soutenable, socialement équitable, écologiquement responsable qui concerne toute la planète.

Marxisme et développement durable.

La réflexion proposée exige moins de soumettre l'enjeu auquel nous sommes tous confronté - celui du développement durable - à ce qu'a dit Marx, que de nous saisir de son objectif : la libération humaine de toutes les formes d'exploitation pour voir comment y parvenir en ce début de XXI^e siècle.

Les problèmes posés aujourd'hui concernent le devenir de notre civilisation et de notre planète, la protection du genre humain et de son environnement. L'enjeu du développement durable nous rappelle une donnée primaire : l'association de l'homme et de la nature. Elle est inséparable du développement humain. Elle fait sa culture aussi. Si l'un ou l'une est surexploité, mutilé, cela porte atteinte à la survie de l'autre.

En ce XXI^e siècle, la sonnette d'alarme retentit et le développement indispensable du progrès humain nécessite des mesures de protection, de surveillance, de sauvegarde des ressources de la planète et de la bio diversité déjà tellement mise à mal par un vingtième siècle de développement dû à un mode de production capitaliste irresponsable.

Parce qu'il faut bien, pour s'en sortir, mettre le doigt sur les causes du danger pour ne pas reproduire des erreurs. Elles seraient fatales désormais. Il nous faut trouver les solutions qui ne handicapent pas la nécessaire réponse aux besoins de tous les êtres humains. Et nous sommes des milliards.

Le mode de production de la seconde moitié du vingtième siècle amène à ces constats terribles : la

consommation des ressources naturelles a dépassé celle cumulée de toutes les générations de l'homme. Les trois quarts de la diversité variétale des plants cultivés ont disparu, ainsi que des centaines de races animales. Cette consommation, de plus, n'a profité qu'à une partie minoritaire des peuples et des pays de la planète.

Il en est résulté une aggravation des inégalités. Dans une division Nord / Sud, le Nord a littéralement spolié le Sud, singulièrement les empires coloniaux, qui ont laissé exsangues des continents entiers, les États Unis, puissance dominatrice, en étant le symbole. Tchernobyl nous a appris que le mode de production productiviste est en cause partout.

Les pollutions de l'air, de l'eau, des océans, des sols, les déforestations ne peuvent plus continuer sans danger.

L'humanité de ce XXI^e siècle doit répondre aux exigences de développement de tous et désormais de tous ceux qui ont été laissés pour compte.

Le monde d'aujourd'hui n'a plus rien à voir avec celui d'y il a seulement vingt ans. Il n'est plus constitué de deux blocs qui s'affrontent, exploitant ou ignorant les autres.

Les grandes puissances qui pensaient en être maîtresses et propriétaires à vie sont désormais obligées d'accepter que leur vieux monde est bien derrière elles. Un autre monde est né.

Les puissances émergentes ont bouleversé la donne. Avec elles, des milliards de citoyens s'invitent aux tables des négociations comme partenaires incontournables: la Chine, bien sûr, l'Inde, l'Amérique latine... et aussi, par l'enjeu des richesses humaines, culturelles et de ressources qu'elle représente, l'Afrique, forte elle aussi de centaines de millions d'êtres humains. L'Afrique, terre symbole de toutes les inégalités, exploitations, mauvaise conscience du Nord, du monde.

Ce nouveau monde en marche pour satisfaire les exigences de progrès du développement oblige la planète entière à redéfinir un nouveau type de développement du progrès humain durable. Parce qu'il est tout simplement impossible de calquer le développement des pays émergents, des pays en développement, des pays laissés pour compte sur celui des pays industrialisés, il nous faut inventer.

Si d'autres chemins ne sont pas empruntés, les risques sont majeurs : écologiques et humains. Les émeutes de la faim en sont les prémices.

Et parce qu'il n'est pas question de renoncer au développement de l'humanité, surtout des plus pauvres, parce que le respect de la vie, c'est le respect des conditions de vie, de la dignité de la personne humaine, il nous faut conjuguer en ce moment de mondialité (comme disait Marx), ce qu'il appelait « nécessité et liberté ».

La remise en cause de la loi d'airain du marché est plus que jamais à l'ordre du jour. Elle réclame à tous d'être des « producteurs associés », « des hommes qui règlent de manière rationnelle leurs échanges avec la nature en les soumettant à leur contrôle commun au lieu d'être dominés par la puissance aveugle des échanges » (Livre 3 du Capital).

Face à cet enjeu émancipateur, des défis sont à relever pour permettre à tous de manger, d'habiter, de travailler, de se déplacer. Pour le droit à une vie de dignité. Je ne peux en citer que trois.

1. Le défi énergétique et son corollaire, le défi climatique

Il y a urgence à réduire l'effet de serre, donc la production de CO₂. Les ressources fossiles sont par

nature épuisables et grande productrice de CO₂. Le pétrole, le gaz, ont désormais une durée de vie humaine.

Elles doivent être protégées, consommées avec modération, être sorties des griffes spéculatives.

L'obligation de compenser le tarissement de ces ressources plaide pour la multiplication des modes de production et de consommation énergétiques (solaire, marémotrice, éolienne ... et nucléaire).

L'urgence de cette diversification pour répondre aux besoins plaide pour un effort mondial de recherche, des coopérations internationales inégalées, gratuites, pour relever ce défi énergétique et aussi trouver des solutions aux déchets générés.

Le réchauffement de la planète et ce qu'il faut craindre des désastres humains et écologiques (montée des eaux, désertification de zones entières...) ne permet plus de laisser penser que les droits à polluer ailleurs sont la solution. Nous savons tous désormais qu'il n'existe pas d'espaces de pollution protégés, donc d'espaces qui puissent en être indemnes. Ce miracle-là n'aura pas lieu.

Le droit à l'énergie, enjeu de civilisation, doit être traité comme un bien commun, comme l'air et l'eau. L'eau surtout, qui subit l'impact le plus catastrophique du changement climatique.

2. Le défi démographique et son corollaire, le défi alimentaire

Nous serons bientôt 9 milliards d'êtres humains et, d'ores et déjà, le problème démographique hante les esprits. La pensée malthusienne réapparaît avec la peur de vivre au-dessus des moyens de la planète pour cause d'y être trop nombreux.

Les émeutes de la faim qui ont lieu dans plusieurs dizaines de pays révèlent l'ampleur des problèmes posés par l'aggravation de la précarité, de la pauvreté, de la famine. Alors même que le Millénaire (les objectifs du millénaire) décidait de s'attaquer à celle-ci, il est désormais certain que rien de significatif n'aura lieu.

854 millions d'êtres humains ont faim. Chaque jour ils vivent avec moins d'un euro par jour. 2 milliards sont en carence alimentaire et peuvent, pour cause de catastrophes (sécheresse, nuage de criquets...) rejoindre les premiers. Ils vivent avec moins de deux euros par jour. Car il faut 3 euros par jour pour satisfaire leurs besoins. Comment obtenir ces trois euros est vital.

Qui sont ces « affamés » ? Ce sont, pour les trois quarts, des agriculteurs et anciens ruraux que l'exode a conduit vers les zones urbaines. Ils s'entassent dans les bidonvilles, les favelas. Ils sont des paysans sans terre ou avec si peu qu'ils doivent les quitter pour aller vendre leur force de travail dans les grands domaines privés ou publics, pour 25 centimes à 3 euros par jour, en Amérique latine ou en Afrique.

Ils sont ceux qui n'ont plus que leur force de travail à vendre sur les marchés clandestins de la main d'œuvre des filières de l'immigration.

Ils ne sont pas qu'au « Sud », comme on disait avant. La précarité, la pauvreté, les inégalités s'accroissent au Nord. En France, ils sont les travailleurs pauvres, de plus en plus nombreux, ce sont les « sans emploi », les « sans toits », les sans papiers pour ces migrants venus chercher un eldorado qui n'existe pas. Ils sont en augmentation, les femmes sont les plus fragilisées. Les associations humanitaires tirent la sonnette d'alarme ce mois-ci. Elles ne savent pas comment aborder l'hiver prochain, tellement il leur faudra donner de repas quotidiens. En matière de

pauvreté, le « Sud » est aussi au Nord. Même si, le capitalisme aidant, ce Nord crée la bourgeoisie et les milliardaires au Sud, le problème des inégalités demeure. Il est seulement plus important partout.

L'enjeu alimentaire est mondial. Numéro un, il révèle l'importance de l'enjeu agricole.

Je ne ferai pas ici l'histoire du développement de l'industrie agroalimentaire. Je ne dénoncerai pas, faute de temps, les dégâts humains et écologiques causés par le pouvoir des multinationales de l'agroalimentaire. Disons seulement que la manière dont est traitée la question agricole est un exemple symbole des méfaits de la production intensive capitaliste, des effets dévastateurs des injonctions des institutions financières internationales, Banque mondiale et FMI en tête. Il y a nécessité absolue de sortir l'agriculture des négociations de l'Organisation mondiale du Commerce.

Libéralisation, destruction des barrières de protection, surendettement, confiscation des terres, livraison voulue, en fait, de l'agriculture et de l'alimentation à la régulation du marché, ont produit la situation de crise actuelle.

La question de la sécurité alimentaire, de la souveraineté alimentaire, ne se conjugue pas avec la pratique du capitalisme financier qui en fait une valeur refuge et un instrument de spéculation.

Il est nécessaire de :

- Refonder une nouvelle organisation des échanges internationaux, plus équitable, plus efficace, pour mettre fin au processus en cours d'appauvrissement. Il faut créer une organisation mondiale de l'agriculture, en articulation avec la FAO.
- Etablir de grands marchés régionaux agricoles, partenaires indispensables ; négocier produit par produit.
- Protéger les cultures vivrières, paysannes et garantir un revenu décent aux paysans.

Tous les pays doivent produire tout ce qu'il leur est possible et nécessaire. La monoculture est une catastrophe humaine et écologique. L'écart de productivité est tel que la seule logique marchande est impossible.

Pour que chaque paysan pauvre vive, il faut 2000 milliards d'euros. La réelle solution est bien la promotion de l'agriculture paysanne, la ruralité, ce qui veut dire faire tomber les obstacles à l'accès à la terre, l'eau, aux semences, aux moyens de production, aux savoirs. Améliorer les technologies agricoles, financières. Améliorer la valeur ajoutée des produits (infrastructures de transformation, transports, coopératives...). Diversifier les activités rurales.

Dans tous les pays pauvres (mais aussi dans les autres : la réforme de la politique agricole commune en Europe est tout aussi indispensable), il faut la réforme agraire qui corresponde aux besoins des populations, aux possibilités des territoires.

La question de la promotion dans toutes les régions du monde d'un développement agricole équilibré est posé pour répondre aux besoins alimentaires humains et des animaux.

L'enjeu agricole est véritablement un enjeu majeur du développement durable qui doit répondre aux besoins sans compromettre les capacités du futur.

Chaque pays doit avoir le droit à la protection de ses cultures vivrières, d'une agriculture qui réponde aux besoins des producteurs pauvres mais, aussi, des consommateurs pauvres.

La masse considérable d'insolvabilité qui existe aujourd'hui ne peut être résorbée par l'aide au développement de 100 milliards d'euros.

Ce sujet est important en cette année 2008 où, pour la première fois, la population vivant dans les villes a dépassé la population des campagnes.

Le développement de mégapoles géantes où se côtoient les pires inégalités, discriminations et exploitations, où s'accroissent les besoins d'habitats, d'infrastructures, de transports, d'énergie et les besoins alimentaires, font apparaître de nouveaux problèmes pour l'équilibre à trouver. Il passe par la réduction des inégalités, une autre répartition des richesses, par la protection de l'environnement.

Le développement durable, avec le défi démographique, inscrit le besoin de justice sociale comme critère incontournable.

Et si la question de la décroissance est posée, elle ne peut concerner les plus pauvres. Elle exige des autres la conscience de changements nécessaires dans les modes de production et de consommation.

3. Le défi démocratique

L'ampleur des problèmes posés, la multitude de solutions, d'inventions, de propositions, de réformes à mettre en synergies, appelle à un développement universel des interventions démocratiques.

Tous les gouvernements, jusqu'au chef de village, toutes les organisations de la société civile, internationales et locales, sont convoqués pour prendre des décisions qui protègent la planète et l'humanité.

C'est un autre monde qui doit en émerger, un monde de coopérations et d'échanges équitables. Un monde du vivre ensemble. Un monde de paix. Un monde civilisé, sans dominations.

Confusément peut-être, c'est ce qu'exprimaient les grands rendez-vous qui, depuis les manifestations de Seattle, essaient à travers le monde : forums sociaux, rencontres syndicales internationales, réseaux parlementaires et de collectivités territoriales. Rencontres qui cherchent des propositions alternatives à celles des institutions financières internationales. Banque mondiale, FMI, OMC sont en crise aujourd'hui parce qu'elles ont failli. Leurs missions doivent être changées pour réellement aller vers le développement du progrès humain durable. L'argent doit être réorienté autrement.

Au contraire des libéralisations et dérégulations, des plans d'ajustements structurels proposés, c'est de développement des services et entreprises publiques, de protections sociales, de salaires décents, de créations de pôles publics bancaires, de santé, d'organisation de protection de l'environnement, de l'eau... dont les pays et régions du monde ont besoin.

Au contraire d'un dollar monnaie mondiale, instrument de domination et outil de spéculation, c'est d'une monnaie commune mondiale créée à partir d'un panier de monnaies dont la préservation des biens communs à l'humanité, les échanges mutuellement avantageux entre pays, les coopérations scientifiques, ont besoin.

Un monde à vivre pour chacun et pour tous réclame une nouvelle architecture démocratique mondiale.

Au contraire des Clubs de Paris, de l'OCDE, des G7 ou 8, ou tout autre groupe de domination, c'est d'une organisation des nations unies, véritable parlement mondial, dont nous avons besoin. Une

ONU qui soumette les institutions financières internationales, une organisation onusienne qui rassemble tous les peuples pour, ensemble, construire l'avenir.

Une ONU de la paix qui n'en soit pas l'ambulance et la seule réparatrice après les dégâts commis par les conflits et guerres mais qui, en amont, ait les pouvoirs et les moyens de paix. Cela veut dire une ONU qui prime sur des organisations comme l'OTAN, machine de guerre et de domination militaire à la solde d'États-Unis impérialistes.

Les enjeux du développement durable, les défis à relever exigent des interventions démultipliées des citoyens du monde, des salariés aux paysans, des chercheurs aux ouvriers, des syndicalistes, de tous ceux qui veulent faire prévaloir les droits humains sur les seuls droits du marché.

C'est un combat d'urgence et de long terme qu'il s'agit de mener, pour changer le rapport des forces actuelles, pour libérer de l'exploitation capitaliste et créer un monde solidaire.

Un objectif comme celui-là qui, pour réconcilier l'homme et son environnement, se fonde sur l'indispensable libération des ressources humaines, sur le partage des avoirs, des savoirs, des pouvoirs, sur la mise en commun des compétences et des intelligences, sur l'égalité des droits, le partage des richesses, la mise sous protection universelle des biens communs, porte l'empreinte du communisme et de sa raison d'être au XXI^e siècle.